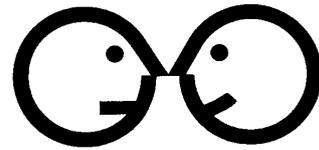
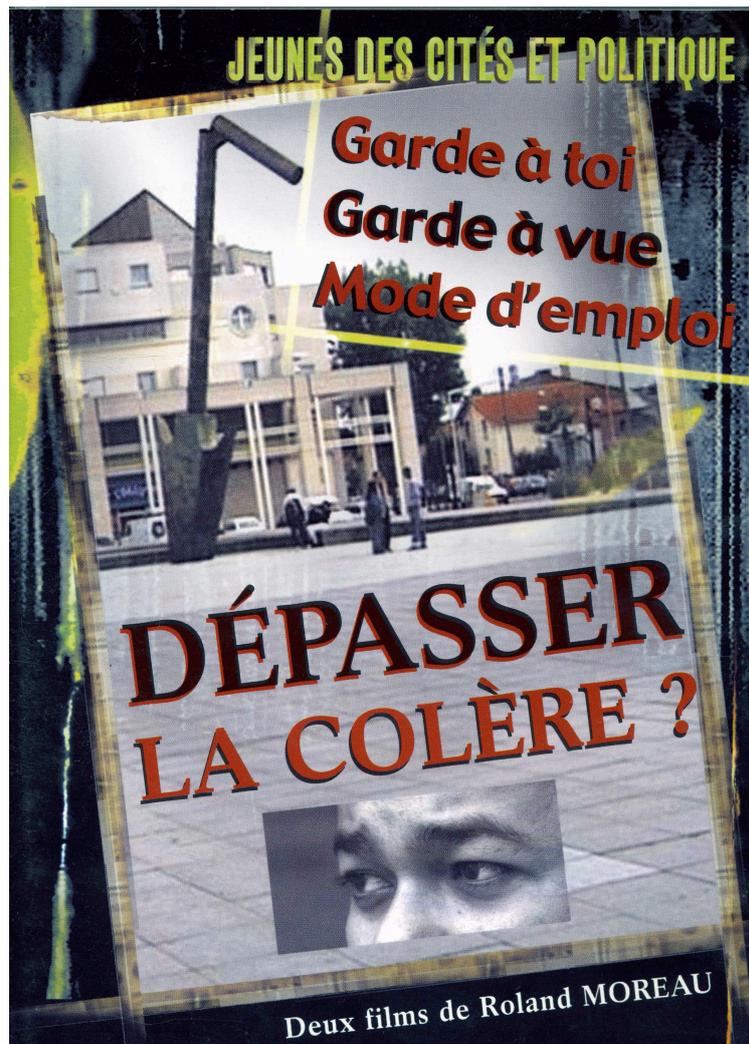




**La CATHODE**



**UN FILM POUR EN PARLER**



**Dossier de presse**

Un documentaire de création de **Roland MOREAU**  
52 mn. -2003

---

**La CATHODE** • 6 Rue Edouard Vaillant – 93200 Saint Denis • Association loi 1901 •  
Tel : 01 48 30 81 60 • Fax : 01 48 30 81 26 [contact@lacathode.org](mailto:contact@lacathode.org)  
SIRET 338 698 293 00069 <http://www.lacathode.org> <http://regards2banlieue.tv>

# **DÉPASSER LA COLÈRE**

Un documentaire de création

de **Roland MOREAU**

52 mn. -2003

## **Sommaire :**

- Résumé et fiche technique
- À propos de DÉPASSER LA COLÈRE par Claudie JUENDON
- Interview de Bénédicte MADELIN, sociologue, Profession Banlieue
- De GARDE à VUE, GARDE à TOI, MODE D'EMPLOI à DÉPASSER LA COLÈRE par Roland MOREAU : récit
- Paroles de Jeunes
- Bibliographie et sites ressources

# DÉPASSER LA COLÈRE

Un documentaire de création  
de **Roland MOREAU**  
52 mn. -2003

## Résumé :

À travers cette chronique de la vie politique des jeunes de Blanc-Mesnil, nous découvrons comment les jeunes issus de l'immigration entrent en politique. Yann est aujourd'hui agent d'accueil à la médiathèque de Blanc-Mesnil. Il y a quatre ans, il a participé au Conseil Local à la Jeunesse de la ville, plus particulièrement à la commission Droit qui a réalisé un court-métrage sur les rapports entre les jeunes et la police.

Avec les autres conseillers, il a accompagné le film dans des débats en France. Absence de travail de mémoire sur le passé colonial de la France, discriminations ethnique, ghétoïsation, le film libère la parole citoyenne de l'assistance. A la fin de leur mandat, l'incompréhension règne entre les élus et les jeunes qui croient toujours en leur capacité de faire évoluer les représentations sur les cités. Peu de conseillers vont se représenter aux élections pour le renouvellement du conseil local.

## Fiche Technique :

Documentaire, 2003

Durée : 51mn.

Format : Dvcam - Diff. Beta SP

Réalisation : Roland MOREAU

Image : Roland MOREAU, Arlette GIRARDOT , Catherine SEBAG

Montage : Christobal SEVILLA

Production : La CATHODE, Gabriel GONNET

Voi Sénart : Linda ORTHOLAN

Avec le soutien de :

Centre National de la Cinématographie

PROCIREP, ANGOA

## À propos de DÉPASSER LA COLÈRE

*par Claudie JUANDON*

Dépasser la colère est un documentaire qui se propose de faire le bilan de l'une des actions menée par la " commission droit " du Conseil Local de la Jeunesse de Blanc-Mesnil, durant les deux années de son mandat (1999-2001).

À l'initiative de Marie Georges BUFFET, Ministre de la Jeunesse et des Sports de 1997 à 2002, et conseillère municipale de cette mairie, cette expérience de démocratie participative a été mise en place avec pour objectif de redynamiser les conseils locaux de la jeunesse, afin de faciliter l'intégration des jeunes dans la cité et de les initier à leur futur rôle d'électeur.

Force est de constater que cette collaboration, qui aurait dû mettre en évidence l'importance de ces espaces de dialogue dans l'apprentissage de la responsabilité citoyenne, est avant tout révélatrice des distorsions qu'ont subi ces bonnes intentions au contact de la réalité...

Sans doute surprise par la lucidité, la force de proposition et la capacité d'expression de certains participants (si peu conformes au modèle de ces jeunes en mal d'intégration sociale), l'équipe municipale semble avoir été quelque peu désorientée par la tournure que prenait cette concertation.

C'est à travers la figure de Yann, choisi par le réalisateur comme fil conducteur du déroulement de cette expérience, que s'exprime l'audace naïve de cette "commission droit" qui, forte du rôle dont elle était investie, s'est cru autorisée à pouvoir traiter librement de ce sujet qui lui tenait tant à cœur : " la police et les jeunes ".

De toute évidence, ces novices aux propos libres et déterminés, qui prennent place avec sérieux et enthousiasme à la tribune de la démocratie, bafouent sans vraiment s'en rendre compte les conventions de la hiérarchie et les rituels de la politique...

Face à eux, frileuse, malgré quelques vaines tentatives, l'équipe municipale ne semble pas pouvoir sortir de son carcan ni de ses discours politiques... C'est par un montage en plans alternés du face à face de ces deux groupes que le réalisateur souligne cette distance qui, de fait, les rend sourd à tout dialogue.

Et pourtant, malgré son amertume et sa déception finale, le personnage principal, fidèle à son idéal démocratique, ne cesse pas pour autant de croire, semble-t-il, aux vertus du suffrage universel! Et comme preuve de sa ténacité, la caméra le suit et filme ses dernières tentatives auprès des plus jeunes afin de les convaincre de la nécessité d'aller voter.

Ce que permet de comprendre, entre autres, ce film, c'est qu'il ne suffit pas de créer un espace de concertation démocratique pour qu'il existe... celui-ci reste encore à construire... Faut-il, toutefois, que les politiques réussissent à se débarrasser de "ces" discours préfabriqués et de "ces" bonnes intentions sans fondement réel! Sinon, plutôt au ciel que ce genre d'initiative, pressentie par le réalisateur comme un moyen de dépasser la colère, bien au contraire, ne l'attise!... J.C.

# METTRE DE L'HUILE DANS LES ROUAGES

Interview de **Bénédicte MADELIN**  
sociologue, Profession Banlieue

***Est-ce que la parole des jeunes est prise en compte par les institutions et par les élus ?***

Dans les rencontres de travail que nous avons eues avec des jeunes engagés dans les conseils locaux de jeunes, il ressort nettement, quels que soient les jeunes et quelles que soient les villes où ils habitent, qu'on les invite à participer mais qu'au moment où il y a les prises de décision, ils ont le sentiment de ne plus compter. Vrai ou faux, c'est autre chose, mais en tous les cas, c'est le sentiment qui ressort majoritairement. Sur les décisions concernant, par exemple, la programmation d'un centre culturel, les jeunes ont vraiment le sentiment qu'on ne les sollicite pas, qu'on ne les prend pas en compte. Ce qui ne veut pas dire pour autant que ce que les jeunes ont dit auparavant n'aura pas été entendu mais ils n'ont pas le sentiment de participer au processus de prise de décision.

***Il y a une forme d'incompréhension.***

Certainement, une forme d'incompréhension entre des institutions qui sont globalement dans des logiques administratives, institutionnelles, "routinisées" et des jeunes qui eux voudraient briser ces logiques. Ces jeunes ont des projets, des envies, mais n'ont pas l'impression d'être accueilli de plain-pied. Ils ressentent même une injustice : ceux qui font des études, par exemple, notent que toutes les facs ne proposent pas les mêmes services, les mêmes examens, les mêmes niveaux de diplôme.

***Comme peuvent-ils dépasser cette colère qu'ils ont en eux ?***

Il faut qu'ils la transforment en quelque chose de positif. C'est facile à dire. Ce ne sont pas seulement eux qui doivent transformer cette colère. C'est la société qui doit aussi ouvrir les portes d'un accueil réel et véritable. La question de la discrimination, pour prendre un terme très générique, est quelque chose qu'ils vivent fortement.

***Sur les violences urbaines, vous avez une réponse, enfin une partie de réponse, en particulier par rapport à l'histoire du colonialisme.***

Je pense que notre histoire coloniale n'est pas suffisamment prise en compte pour comprendre les rapports des jeunes à la société française aujourd'hui. Bien sûr les jeunes n'ont jamais connu le colonialisme en tant que tel. Mais dans leur histoire familiale, cette mémoire collective est présente.

La guerre d'Algérie n'a été reconnue comme une guerre qu'en 1999 ! On a toujours parlé "des événements d'Algérie", et jamais il n'a été reconnu que les Algériens avaient

d'une certaine manière gagné leur libération. Et ça je pense que ça pèse lourdement dans les histoires familiales et donc dans la mémoire collective de toute une partie de l'immigration.

***Il y a toujours la figure de l'ennemi finalement entre la communauté maghrébine et les Français de souche. Même si c'est inconscient...***

Je ne sais pas si j'emploierais ce terme d'ennemi. En tous les cas, il y a un vieux litige. Parce que si du côté de la mémoire de l'immigration ça pèse lourd, du côté des Français, ça pèse lourd aussi. La guerre d'Algérie est quelque chose qui pèse très lourd dans la mémoire collective d'un certain nombre de familles françaises. Ça a été quelque chose d'excessivement douloureux. Ceux qui ont fait la guerre d'Algérie n'en parlent quasiment jamais parce qu'elle a été humainement très difficile et qu'eux aussi n'ont pas été reconnus, ou trop tard, comme ayant combattu pour défendre la France. Je pense qu'on est dans un double jeu de non-reconnaissance de personnes qui, de fait, ont participé à une histoire très violente, conflictuelle. Et je crois que c'est quelque chose qui pèse très lourd dans notre relation.

***Il y a aussi une attitude de la société française qui est discriminante et il y a des tabous. Tout se fait dans un rejet qui ne doit pas se voir. C'est un peu toute la question du centre et de la banlieue.***

Je pense qu'il y a une figure de la différence qui est très forte. Liée à notre histoire coloniale très certainement. Toutes les immigrations ne sont pas vécues de la même manière. L'immigration des pays de l'Est, des anciens pays du bloc soviétique, est une immigration d'une certaine manière européenne. Et même si, à propos de ces pays, on a tout de suite en tête la prostitution, la mafia, malgré tout, on n'est pas dans le même rapport avec ces migrants qu'avec ceux qui sont issus des anciennes colonies françaises.

La plupart des jeunes avec lesquels nous travaillons sont nés en France. Mais ils vivent difficilement ce qu'ils ressentent comme des discriminations, notamment dans l'emploi.

Il y a bien sûr des personnes qui réussissent mais, majoritairement, le parcours migratoire est un parcours où les gens perdent la reconnaissance de leur qualification. Je pense à un infirmier d'origine africaine qui ne pouvait faire valoir ses diplômes alors qu'on manque d'infirmiers en France. Je pense à une juriste, également d'origine africaine, qui a un niveau DEA de droit et qui n'a jamais réussi à faire reconnaître ses diplômes. Elle a des vacances ici ou là, on la sollicite pour ses compétences culturelles et juridiques mais pas plus. Par contre, si on prend les informaticiens, ils ne sont pas du tout dans la même logique parce que là on va chercher des compétences, on ne va pas chercher des migrants.

***Cela veut dire que dans leur histoire personnelle ils doivent intégrer la discrimination, essayer de la dépasser, souvent courber la tête et travailler très longtemps pour s'intégrer. Donc au niveau de leur identité, est-ce que ça ne crée pas un certain nombre de malaises ?***

Ça crée bien évidemment des malaises. Leur identité est complexe. Si je reviens aux jeunes, leur identité est faite à la fois de leur histoire, celle de leurs parents, de leur famille, de leur communauté au sens beaucoup plus large mais elle est aussi faite de l'histoire de la

France aujourd'hui et aussi de la mondialisation. Les jeunes se construisent en vivant tout cela de façon très mélangée et dans ce mélange, chaque histoire n'a pas la même place, n'a pas la même valeur au sens symbolique et au sens d'une place dans la société. La capacité à gérer cette complexité et à trouver sa place sera très variable en fonction des histoires familiales ou des caractères des personnes aussi. Les uns vont vivre certaines difficultés comme étant une injustice excessivement violente liée à leur origine et ils vont tout de suite en faire un décalque sur l'histoire de leurs parents, de leur père en général. D'autres, par contre, arriveront à dépasser cette situation et sans doute trouveront une place plus facilement parce qu'ils seront moins révoltés, moins exigeants, peut-être.

Chacun à ses stratégies. Mais ceux qui vivent de manière forte et je dirais presque avec une blessure l'histoire de leur famille, auront sans doute plus de mal à trouver une place. Parce qu'ils vont être très exigeants, peut-être quelquefois trop exigeants, trop à vifs face aux injustices qu'ils vivent d'une manière démesurée. Et du coup, face à un refus de promotion, par exemple, ils vont avoir le sentiment qu'on les rejette non pas tout simplement parce qu'ils sont encore débutants, mais parce qu'ils sont d'origine maghrébine ou d'origine africaine. Du coup on ne peut pas leur faire entendre que même un jeune d'origine française ne va pas tout de suite se retrouver cadre supérieur dans n'importe quelle entreprise. Certains jeunes ont un vécu de l'injustice sociale qui ne les aidera peut-être pas analyser la situation de manière très juste.

Mais si on était seulement capable de mieux accueillir et si nous retrouvions tous ceux qui composent la société française aujourd'hui, dont un pourcentage important d'origine étrangère, dans des postes de responsabilité au même titre que ceux qui sont d'origine française, je pense que ça mettrait de l'huile dans les rouages. En tout cas ça adoucirait beaucoup les relations entre les ressortissants d'une migration issus des anciennes colonies françaises et la société française telle qu'elle est aujourd'hui.

# De " GARDE A VUE, GARDE A TOI MODE D'EMPLOI " à "DÉPASSER LA COLERE"

Par *Roland MOREAU*, Réalisateur

## Récit

En février 2000 j'ai rencontré deux animatrices du Service Municipal de la Jeunesse de la ville de Blanc-Mesnil, Zouina MEDDOUR et Catherine MINNE. Depuis un an, elles travaillaient avec la commission droit du Conseil Local des Jeunes sur les rapports entre les jeunes et la police. Par l'intermédiaire de La Cathode, association qui mène des ateliers vidéo dans les quartiers dits " difficiles ", j'allais être le réalisateur qui encadrerait le film issu de la réflexion de la commission droit.

De février à juin 2000, je me rends tous les mardis soir, aux réunions du conseil local. Le travail collectif n'est pas évident, la discipline et l'assiduité sont difficiles à faire respecter. Apprendre à s'écouter sans se couper la parole, à réfléchir ensemble, à construire et à réaliser un film sur les rapports conflictuels entre jeunes et police rien n'est simple sur ce projet.

Ce qui s'impose, c'est que les jeunes ont des choses à dire, et surtout sur la police qui cristallise les problèmes de discrimination, d'exclusion, dont se sentent victimes ces jeunes en majorité issus de l'immigration. Avec l'aide des deux animatrices, ils épluchent les journaux, potassent les lois et en particulier le projet de loi qui vise à réformer la garde à vue et à rendre la présence obligatoire d'un avocat pour les mineurs lors d'une garde à vue.

Début mai le tournage commence par le témoignage de Faudil, un animateur de La Courneuve qui a subi une garde à vue particulièrement musclée et a décidé de porter plainte. Les jeunes du Conseil Local écoutent respectueusement le témoignage de Faudil que je filme. C'est la première fois que je les vois tous concentrés, dans une écoute collective, empathique et respectueuse. Dans le courant du mois de mai, plusieurs rencontres ont lieu, qui sont toutes filmées. Malgré des demandes réitérées, le commissariat de police de Blanc-Mesnil ne souhaite pas donner suite aux demandes de rencontres entre les jeunes et la police, le dialogue se fera finalement via un représentant syndical. Une petite fiction est écrite et tournée où les jeunes tiennent différents rôles montrant comment pourrait se dérouler une garde à vue avec la présence d'un avocat comme le prévoit la nouvelle loi.

Début septembre la première version du film " Garde à vue, garde à toi, mode d'emploi " est projetée au Centre social des Tilleuls, cette projection est un test, en l'état, le film ne nous donne pas entière satisfaction. La fiction est un peu manichéenne, il manque la parole des jeunes. Pour le public présent, il est important de parler d'un sujet tabou. Surprise, le lendemain nous avons droit à un article dans Libération. C'est là que les ennuis commencent, la préfecture alors que les contrats locaux de sécurité sont en train d'être négociés avec la municipalité ne comprend pas bien ce qui se passe sur le terrain, et le conseil municipal guère plus.

En octobre, l'élú délégué à la Jeunesse vient faire une mise au point. La coupure entre les jeunes et les élus est patente, je sers de bouc émissaire (il en faut bien un) et je défends notre travail. Les sentiments d'irritation et d'incompréhension s'expriment sur le mode de l'hostilité franche. Il y a beaucoup de fort en gueule à la Commission Droit. Les tchatteurs haussent la voix, argumentent, menacent... Puis sortent en claquant la porte. Un nouveau tournage est organisé pour interviewer les jeunes qui donnent enfin leurs sentiments sur la question, le film est remonté et la version définitive est prête en décembre.

En juin 2001, le conseil local des jeunes a organisé une série de projection du film "Garde-à vue, garde à toi, mode d'emploi". Dans la salle du conseil municipal, j'assiste à un dialogue de sourd, les jeunes ne comprennent pas pourquoi la police de proximité va s'installer dans le centre social, provoquant ainsi la démission de la directrice. L'élú en charge de la politique de la jeunesse parle de nouvelle culture politique et ne semble pas vraiment entendre ce que lui disent les jeunes souvent sur un ton véhément et indigné. La fiction du politique avec tout le décorum de la salle du conseil municipal sous son plafond immense fait face à la réalité des jeunes et l'on projette le film sur un petit téléviseur. Je me dis qu'il y a peut-être matière à un film documentaire en suivant le travail du conseil local des jeunes pour montrer comment se façonne au fil du temps la pratique de la vie politique des jeunes.

Début octobre 2001, je reviens au Service Municipal de la Jeunesse présenter mon idée de film, suivre les travaux du conseil consultatif de la jeunesse durant plusieurs mois et raconter comment se construit l'expérience politique des jeunes. Ils m'écoutent et me répondent qu'ils souhaitent délibérer entre eux avant de prendre leur décision, puis ils discutent de la préparation du conseil municipal du 22 novembre. Après un mandat de deux ans, les jeunes veulent présenter leur bilan et faire des propositions devant le conseil municipal et engager un vrai débat démocratique avec les élus, les seuls mots ne suffisent plus ils prônent des mesures concrètes. Une séance du conseil municipal est programmée pour le 22 novembre avec les différentes commissions du conseil local des jeunes, dans laquelle les jeunes portent tous leurs espoirs. Début novembre cette séance est annulée.

Début décembre 2001 je prend une camera et je commence à filmer seul, la Commission Droit se réunit pour la dernière fois. La municipalité vient de décider d'organiser des élections pour élire les nouveaux Conseillers, la liste des candidats paraît avoir été préparée dans la précipitation et sans concertation avec l'ancienne commission. Aucun encadrement du futur Conseil local par des animateurs du service jeunesse n'est prévu, les futurs conseillers devront être autonomes. Pour Zouina qui a accompagné durant deux ans et demi la Commission Droit, il est évident que l'autonomie des jeunes passe par un apprentissage qui ne peut se faire que sur le long terme avec une équipe d'animateurs. La nouvelle commission devra nommer un président de séance, hors jusqu'à présent la commission plénière a fonctionné sans président. Leurs conclusions c'est que la municipalité ne semble pas prête à écouter les jeunes et le fait qu'il y ait des élections n'y changent rien. Lors de la première séance du nouveau conseil, les anciens souhaitent passer le flambeau aux nouveaux conseillers afin qu'ils évitent un certain nombre d'écueils. Mais comment

prendre la parole dans ce nouveau conseil, les anciens conseillers n'auront plus aucune légitimité. Elise qui se représente au nouveau Conseil servira d'intermédiaire.

Le 8 décembre, les élections ont lieu, sur 44 représentants de l'ancien conseil local seul 2 se représentent, la plupart ne se sont pas sentis associés à la préparation des élections. Toujours avec ma camera, je vais suivre cette journée avec **Yann**. D'origine franco-asiatique, il travaille comme surveillant avec un contrat d'emploi jeune dans un collège de Seine Saint-Denis et il va bientôt suivre une formation d'animateur en alternance. À 28 ans, Yann ne peut plus se représenter au conseil par contre il ne veut pas arrêter d'agir à son niveau. Il ne se fait aucune illusion sur l'utilité du conseil local des jeunes. *"Sur quels critères, les jeunes vont-ils voter ? Sur la bonne tête des candidats ? Et sur les trois phrases qui servent de profession de foi en dessous de la photo des différents candidats ?"* Sous ces propos énergiques et directs pointe le découragement : *"Chaque fois que la commission a fait des propositions, elle n'a rencontré de la part des élus que réticence et mauvaise foi. Il faut un an, à une nouvelle commission pour se mettre en place et pour que les différents membres se connaissent, 6 mois pour monter des projets, dans ces conditions il est difficile d'aboutir à quoi que se soit de concret en deux ans. La vérité, c'est que les jeunes parlent à leur manière et font peur aux élus".*

Yann débat longuement avec Serge Brami, conseiller municipal, responsable ce samedi après-midi d'un des bureaux de vote. Pour Yann, *"Les gamins vont vite arrêter de rêver", le conseil local des jeunes, les élections des conseillers, ce n'est que de la démagogie "*. Pour l'élu, il s'agit d'une expérimentation. Pour arriver à plus de représentativité du Conseil Local, on ne peut pas reprocher à la municipalité de chercher à construire en organisant pour la première fois des élections.

Lors de la proclamation des résultats, Marie Georges Buffet est là en tant que conseillère municipale de Blanc-Mesnil, elle souligne que la ville est l'une des rares municipalités à avoir organisé de véritables élections pour son conseil local des jeunes. Le Maire annonce les résultats en citant les uns après les autres les candidats élus et invite le nouveau conseil local des jeunes à bousculer la municipalité.

18 décembre 2001 première commission plénière du nouveau Conseil Local des Jeunes, Cheik est autorisé à faire une intervention en fin de séance : *" La vérité c'est que la municipalité n'est pas prête à nous écouter. Il faut poser les vraies questions, qu'ils acceptent notre manière de parler et prouver qu'un jeune ça sait argumenter, discuter, et pas seulement casser des voitures..."*. C'est la fin de la première commission droit du conseil local des jeunes, Comment vont-ils poursuivre maintenant leur engagement politique? Quelques mois plus tard le 21 avril 2002, le résultat des élections va mettre fin à leurs espoirs et peut-être à mon projet. Leurs motivations tombent, leurs actions se font plus rare, l'engagement d'une chaîne nationale sur le projet n'est plus qu'une illusion, un titre s'impose "Dépasser la colère". Je continue à filmer, un an plus tard en juin 2003 je commence le montage. Le film est projeté au moment du Forum social Européen en novembre 2003. En janvier 2004 un partenariat est envisagé avec les "Editions de l'Atelier" qui publie "L'alternative jeunesse", deux chercheurs ont étudié l'expérience de ces jeunes qui s'investissent en politique, nos constats se rejoignent. Comment montrer nos travaux respectifs et attirer l'attention de l'opinion publique sur la représentation politique des jeunes issus de l'immigration ?

## PAROLES DE JEUNES

*"Nous ne pouvons pas plaquer les formes démocratiques institutionnelles qui ne fonctionnent plus très bien d'ailleurs. Les jeunes ont peut-être d'autres façons de s'engager, il faut les entendre et ne pas faire une copie d'un conseil municipal classique. Laissons aux jeunes le droit d'établir leur conseil, leur règle, cessons de leur dicter leur fonctionnement"*

Mah, 23 ans, commission droits.

*"Quand je me suis engagée, j'étais motivée, mais aujourd'hui je suis dégoûtée. Je voulais faire de grandes choses pour les jeunes et j'ai le sentiment d'avoir été manipulée..."*

Maimounia, 18 ans, commission culture 1

*"La culture hip hop transmet un message que souvent le politique et les adultes ne veulent pas comprendre."*

Medhi, 19 ans, danseur.

*"Mon premier objectif c'était de "foutre le bordel" chez les élus. J'habite un quartier sensible et on ne fait rien pour nous. Je voulais faire bouger les politiques. En deux ans, il y a eu bien plus. D'abord un groupe s'est formé. On a travaillé sur des questions très importantes. On a rencontré du monde. Le problème que l'on a soulevé au début : les rapports police jeunes nous est apparu sous un angle plus profond. Il s'agit d'un mal-être entre les jeunes et les institutions. J'ai l'impression qu'en deux ans de travail on a fait avancer les choses. En faisant réagir, en parlant, en nous faisant connaître. "*

Cheikh, commission droits.

*"Le conseil local des jeunes c'était au début, expérimental. Par rapport à deux ans de travail, il n'y a aucun conseil qui a fait ce que nous avons fait. Nous sommes reconnus dans toute la France, pour avoir parlé du malaise entre les jeunes et les institutions. Nous n'incriminerons pas la police mais l'Etat ! Pas le fonctionnaire qui ne fait qu'appliquer des ordres, mais l'Etat qui ne dialogue pas avec sa jeunesse. Le conseil local des jeunes a permis aussi à des jeunes de changer, d'apprendre à parler. Il leur a permis de faire des choses ensemble. Même si les élus n'entendent pas toujours la parole des jeunes, qu'elle ne leur fait pas plaisir, j'ai l'impression aujourd'hui qu'ils tendent plus l'oreille et j'espère que le nouveau conseil local des jeunes leur servira davantage de relais."*

Yann, commission droits.

*"Si j'avais un conseil à donner aux élus pour le prochain conseil local des jeunes, ce serait de suivre davantage le travail des conseillers. Pour ma part, j'ai eu l'impression que notre élu ne s'intéressait pas à notre commission. Il ne faut pas croire que les jeunes refusent le dialogue avec les adultes. Nous avons besoin d'échanger avec eux pour construire, même si les désaccords apparaissent..."*

*Après deux ans de travail, si je ne suis pas réélue, je ne pourrai pas continuer ce que j'ai démarré. J'aurais aimé que les anciens conseillers puissent refaire un mandat sur la base du volontariat. D'autre part personne ne nous a consultés sur la mise en place de ces élections, les choix municipaux, etc. Preuve qu'il y a encore beaucoup à faire pour créer le dialogue entre les jeunes et les élus. "*

Aïcha, 15 ans, commission culture.

Extraits du journal des jeunes de Blanc-Mesnil " ! ça Bouge "

Octobre Novembre 2001

## **POUR EN SAVOIR PLUS :**

**"L'alternative jeunesse"** Alain VULBEAU, Véronique BORDES

Les jeunes sont-ils considérés comme une menace ou une ressource pour la ville? Est-il vrai qu'ils s'engagent de moins en moins dans la vie associative et politique? Fruit de la réflexion inédite de vingt personnes, élus, professionnels des questions urbaines, jeunes et universitaires de Seine-Saint-Denis, ce livre révèle et analyse le regard porté par les jeunes sur l'espace qu'ils habitent. Trois contrastes émergent de cet ouvrage:

- La permanence de discriminations ethniques récurrentes.
- la difficulté des élus à accepter les projets de jeunes.
- L'étonnante ténacité dont ils témoignent dans leur engagement.

Mise en vente: le 18 mars 2004

Les Éditions de l'Atelier

### **Ouvrir la politique à la diversité**

par Eric KESLASSY

Ed. : Institut Montaigne

[http://www.institutmontaigne.org/medias/documents/note\\_keslassy\\_diversite.pdf](http://www.institutmontaigne.org/medias/documents/note_keslassy_diversite.pdf)

### **DONNONS-NOUS DES COULEURS !**

Campagne pour une représentation politique des citoyens dans leur diversité

<http://www.atmf.org/la-campagne-donnons-nous-des>

e-mail: [couleur-democratie@ewol.org](mailto:couleur-democratie@ewol.org)

### **SITES INTERNET:**

[www.mrap.asso.fr](http://www.mrap.asso.fr)

[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)

[www.laligue.org](http://www.laligue.org)

### **Le site des conseils de la jeunesse :**

[www.conseilsdelajeunesse.org](http://www.conseilsdelajeunesse.org)

## **La CATHODE**

La **CATHODE**, association loi de 1901, est implantée en Seine-Saint-Denis. Elle déploie un travail important d'**ateliers** de réalisation de films dans les quartiers de la région parisienne. À partir de ce travail de terrain, La CATHODE développe une production de documentaires

### **DES DOCUMENTAIRES**

Depuis 15 ans, La **CATHODE** produit des documentaires autour de deux lignes éditoriales:

**UN FILM POUR EN PARLER** qui traite de thèmes des âges de la vie, santé, famille, psychologie et société...

**BILLE en TÊTE** qui traite de sujets plus politiques: l'autre mondialisation, solidarité, luttes, rapports Nord Sud (édition du catalogue en 2002)

Notre production documentaire repose sur un travail de terrain conséquent et sur une bonne connaissance des sujets. Elle recourt à des experts et à un comité éditorial. Des journalistes et des chercheurs sont associés à la préparation des films.

**www.lacathode.org**: Les films sont complétés par des dossiers très complets sur notre site internet.

### **HISTOIRE**

La **CATHODE** réalise également des documentaires historiques dont le **Cinéma des Pêches** (Peachtime movies) (histoire du cinéma), **Marguerite B.: une histoire singulière** (Éducation surveillée), la série Européenne: **les Migrateurs** ("the News Europeans"), (Histoire de l'immigration), **140-142 Rue Oberkampf** est en production

### **DIFFUSION**

Les films de La CATHODE ont été diffusés sur les chaînes suivantes: **France 3, la Cinquième, BBC, RTBF, Discovery channel, TV Ontario, Programme Audiovisuelle, Planète, Canal Jimmy, Ciné Cinéfil**, ainsi que sur divers réseaux câblés: **Télessonne, Canal 9 télévision, Image + Epinal, TV 10 Angers, Acqui TV...**

La **CATHODE** a été lauréate du **Ministère de la Culture** pour le concours "**Patrimoine du XXème siècle**", elle a reçu en 2000 le label "**Dynamiques solidaires**" du **Secrétariat d'État à l'Innovation Sociale**.

La **CATHODE** est adhérente à l'**Association Sciences et Télévision**.

### **Les prix reçus par la CATHODE :**

- 9 prix au **festival médical des entretiens de Bichat**
- 2 prix au **festival Vidéo Psy d'Auxerre**
- 2 prix au **festival Vidéo Psy de Lorquin**
- 2 prix au **festival cinéma et handicap de Nancy**
- Le prix plein les Yeux à **Gentilly**
- Le prix du documentaire Européen
- Le prix **Radio France de la meilleure bande son**
- Prix **TDF** de la qualité technique
- Prix Coup de Coeur au festival ARRIMAGES de **l'Institut de Géographie...**
- **10 Prix** pour nos films d'ateliers avec les jeunes de Seine-Saint-Denis

## **Roland MOREAU**

Auteur-Réalisateur-Producteur

Né en 1957 à Paris

31 rue Condorcet

75 009 Paris

[r.moreau@9online.fr](mailto:r.moreau@9online.fr)

## **ETUDES**

1976 BAC B

1979 Licence d'histoire. Université Paris 1 Sorbonne

1980 Formation professionnelle au CERIS comme Technicien Audio-Visuel

**MONTEUR** de 1982 à 1987 pour TCT, FR3 MEDIUM 5, ALPHASCOPE, CHANNEL 80, RTL Télévision, Métropole Télévision (M6), Public mage.

**FORMATEUR** depuis 1986 pour INA, FEMIS, ESRA, La Cathode  
Comme monteur puis réalisateur

## **REALISATEUR-PRODUCTEUR**

### COURT-MÉTRAGES

1986 "Vue sur la Mer" (17', 35 mm)

1987 "La croisée des chemins"(9', 35 mm)

1991 "Une Image pour les droits de l'homme" . Série de 30 Spots TV .

1992 "La Dame de Coeur" . 22'

1993 "La Lumière entre dans la ville" (4', 35mm)

1997 "C'est si bon " 26'

2002 " Jonathan " 2X26'

### DOCUMENTAIRES

1993 "L'Emeute Silencieuse" 13'

1995 "L'espace du possible" 26'

1999 "Comment je m'en sors ?" 55'

2001 " La troisième Rive " 50'

### LONG-MÉTRAGE

**2002 "L'homme qui marche" 77'**

**PRODUCTEUR**

1998 stage de production au CEFPP

1998 "**Œil pour Œil**" 3 courts-métrages documentaires

"**Elle meurt pas la mort**" doc. (21')

2000 "**Un enfant tout de suite**" doc.(50')

2001 "**La marche de la dignité indigène**" doc. (49')

2002 "**140/142 rue Oberkampf**" doc. 60'

"**On n'est pas des steaks hachés**" docu.54'

|